

DEC 06/2024

ASSEMBLÉE NATIONALE

SÉNAT

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 10 juillet 2024

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 10 juillet 2024

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

**Proposition de virement de crédits n° DEC 06/2024 à l'intérieur de la section III -
Commission - du budget général pour l'exercice 2024**

**Bruxelles, le 5 juillet 2024
(OR. en)**

11886/24

FIN 652

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Johannes HAHN, membre de la Commission européenne
Date de réception:	4 juillet 2024
Destinataire:	Mr Péter Benő BANAI, President of the Council of the European Union
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 06/2024 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2024

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 06/2024.

p.j.: DEC 06/2024



BRUXELLES, LE 04/07/2024

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2024
SECTION III - COMMISSION TITRES: 14, 30

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 06/2024

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 1420 Projets pilotes, actions préparatoires, prérogatives et autres actions

POSTE - 14 20 03 06 Organisations internationales et accords internationaux	CE	-869 030,15
	CP	-869 030,15

DU CHAPITRE - 3004 Mécanismes de solidarité (instruments spéciaux)

POSTE - 30 04 01 02 Réserve d'aide d'urgence	CE	-299 130 969,85
	CP	-299 130 969,85

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 1403 Aide humanitaire

ARTICLE - 14 03 01 Aide humanitaire	CE	300 000 000,00
	CP	300 000 000,00

Avec la présente demande, la Commission propose de renforcer la ligne budgétaire 14 03 01 relative à l'aide humanitaire de 300 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement, afin de:

- répondre aux crises alimentaires les plus urgentes et à d'autres besoins dans plusieurs pays africains (192 millions d'EUR);
- soutenir la population palestinienne touchée par le conflit en cours à Gaza (68 millions d'EUR);
- fournir une aide d'urgence aux populations les plus vulnérables d'Ukraine et de Moldavie (40 millions d'EUR).

Au 19 juin 2024, le taux d'exécution global des crédits du chapitre 14 03 consacré à l'aide humanitaire s'établissait à 95,8 % pour les crédits d'engagement et à 63,7 % pour les crédits de paiement.

La Commission a recensé des crédits d'engagement et de paiement disponibles pour un montant de 869 030,15 EUR sur la ligne budgétaire 14 20 03 06 «Organisations internationales et accords internationaux». La Commission sollicite par conséquent la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence pour un montant total de 299 130 969,85 EUR en crédits d'engagement et de paiement.

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

14 20 03 06 - Organisations internationales et accords internationaux

b) Données chiffrées à la date du 21/06/2024

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	23 979 425,00	23 979 425,00
2 Virements	0,00	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	23 979 425,00	23 979 425,00
4 Crédits déjà utilisés	20 898 773,98	15 521 883,87
5 Crédits disponibles (3-4)	3 080 651,02	8 457 541,13
6 Prélèvement proposé	869 030,15	869 030,15
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	2 211 620,87	7 588 510,98
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	3,62 %	3,62 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	409 971,15	409 971,15
2 Crédits disponibles à la date du 21/06/2024	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	100,00 %	100,00 %

d) Justification détaillée du prélèvement

La contribution du budget de l'UE à la Communauté des transports nécessitera en 2024 des crédits inférieurs aux prévisions initiales. Cela s'explique par le niveau inférieur des remboursements nécessaires pour les experts et par le fait que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie ne sont pas encore membres à part entière en vertu du traité instituant la Communauté. Il avait été initialement pris en considération que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie deviendraient membres de la Communauté, auquel cas ils auraient pu bénéficier d'une assistance financière. Ces trois pays n'ayant pas encore intégré la Communauté, il n'y a cependant pas lieu de leur proposer une assistance financière.

I.2

a) Intitulé de la ligne

30 04 01 02 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 21/06/2024

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	572 090 509,00	572 090 509,00
2 Virements	0,00	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	572 090 509,00	572 090 509,00
4 Crédits déjà utilisés	0,00	0,00
5 Crédits disponibles (3-4)	572 090 509,00	572 090 509,00
6 Prélèvement proposé	299 130 969,85	299 130 969,85
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	272 959 539,15	272 959 539,15
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	52,29 %	52,29 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 21/06/2024	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du prélèvement

En vertu de l'article 9, paragraphe 1, point b), du règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027, tel que modifié par le règlement (UE, Euratom) 2024/765 du 29 février 2024, la «réserve d'aide d'urgence» est destinée à financer «des réactions rapides à des besoins urgents spécifiques dans l'Union ou dans des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en particulier pour les interventions d'urgence et les opérations d'appui en cas de catastrophe naturelle non couverte par le point a), de catastrophe d'origine humaine, de crise humanitaire, de menace de grande ampleur pour la santé publique ou en matière vétérinaire ou phytosanitaire, ainsi que pour des situations de pression particulière aux frontières extérieures de l'Union résultant de flux migratoires, lorsque les circonstances l'exigent».

Cette première mobilisation de la réserve d'aide d'urgence représente 52 % des crédits disponibles pour 2024.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

14 03 01 - Aide humanitaire

b) Données chiffrées à la date du 21/06/2024

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 819 106 062,00	1 809 312 168,00
2 Virements	0,00	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	1 819 106 062,00	1 809 312 168,00
4 Crédits déjà utilisés	1 740 456 062,00	1 167 338 883,52
5 Crédits disponibles (3-4)	78 650 000,00	641 973 284,48
6. Renforcement demandé	300 000 000,00	300 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)	378 650 000,00	941 973 284,48
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (6/1)	16,49 %	16,58 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	299 871,73	332 351,88
2 Crédits disponibles à la date du 21/06/2024	21 871,73	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	92,71 %	100,00 %

d) Justification détaillée du renforcement

La Commission demande une augmentation de la ligne budgétaire consacrée à l'aide humanitaire de 300 millions d'EUR en crédits d'engagement et de paiement, afin d'apporter une aide en Éthiopie, au Soudan du Sud, en Somalie, en République démocratique du Congo, au Sahel, en Palestine¹, en Ukraine et en Moldavie, comme précisé à l'annexe 1.

¹ La dénomination «Palestine» ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre sur cette question.

ANNEX 1

1. Food Crisis – EUR 192 million

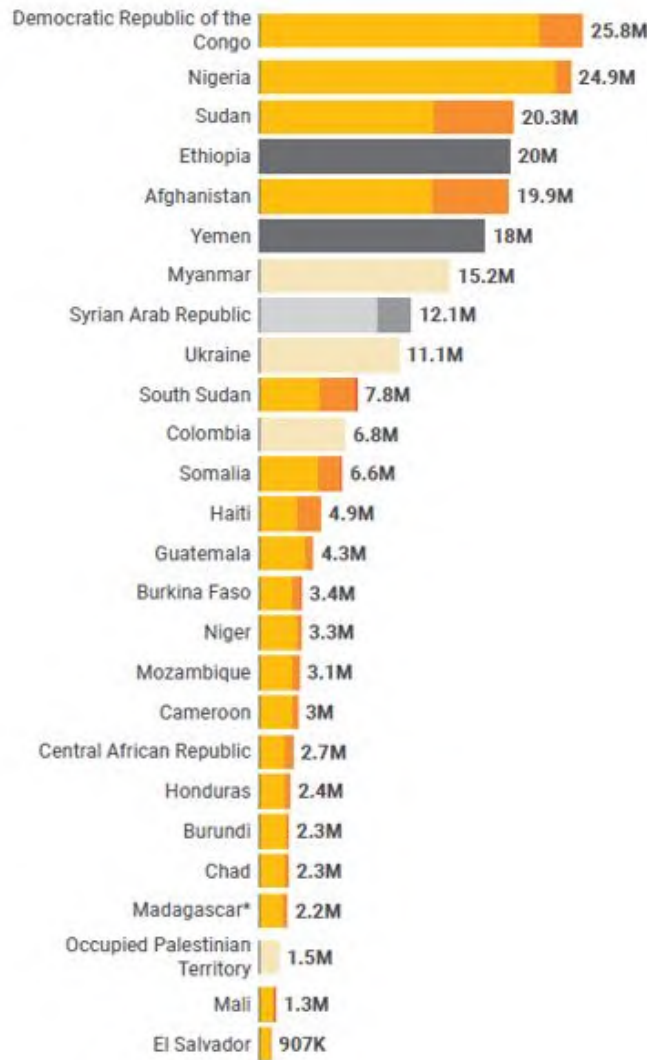
1.1. Africa

The mobilisation of funding will address needs triggered by multiple food crises in Africa, as described in graph below. A rapid delivery of assistance is paramount considering the immediate risk of famine and the approaching lean season, which will further exacerbate the situation of the concerned populations.

Number of people in acute food insecurity in HRP countries

Chart shows peak figures for 2023, in millions, where data was available

■ IPC/CH 3 | Crisis Catastrophe
■ IPC/CH 4 | Emergency
■ IPC/CH 5 | Catastrophe
■ People in need (food security and livelihoods), HNO/HRP
■ Moderately food insecure people (WFP CARI scale)
■ Severely food insecure people (WFP CARI scale)
■ Phase 3+ | Crisis (FEWS NET, upper bound)



Source: UN OCHA – Global Humanitarian Overview 2024

1.1.1. Ethiopia – EUR 42 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 41,6 million

The outlook for the humanitarian situation in Ethiopia is alarming due to the compounded impact of several crises (conflict, cycles of drought and floods, diseases and economic shocks) affecting millions of vulnerable people throughout the country. The food and nutrition response is insufficient as it covers only 30% of the needs. Since April, the conflict dynamics in the country have increased the risk of forced returns of internally displaced persons in Tigray to their places of origin. Rapid action is needed to save lives and address acute vulnerabilities. 21.4 million people are in need, including 15.8 million people facing acute food insecurity according to the 2024 Humanitarian Response Plan.

The additional funding will be used to scale up the assistance on food and nutrition, as well as in other sectors such as protection, water/sanitation/hygiene and health to provide a timely and comprehensive response (including in displacement situations).

1.1.2. South Sudan – EUR 40 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 58,2 million

While it is already one of the most acute humanitarian crises worldwide, the humanitarian prospect for South Sudan in 2024 continues to deteriorate. 9 million people, or 72% of the population, are in need of humanitarian assistance. Food insecurity is increasing and South Sudan remains the country with one of the largest shares of population facing high levels of acute food insecurity. The continuing conflict in Sudan intensifies the migration pressure. Since its beginning a year ago, over 650 000 people have crossed into South Sudan, with the vast majority in need of emergency assistance. It is crucial that humanitarian funding is scaled up as soon as possible in light of the unfolding food crisis.

The requested funding will be used for emergency response in areas most at risk - food security, health and nutrition, protection and logistics.

1.1.3. Somalia – EUR 40 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 37,2 million

Somalia remains one of the major humanitarian crises in the world. In 2024, 6.9 million people are estimated to be in need of humanitarian assistance, of which over 4 million people (20% of the population) are acutely food insecure. Over the last months, heavy rainfall and flooding across Somalia exacerbated the effects of previous droughts and slowed down the recovery of an already extremely vulnerable population. Over 1.2 million people were displaced due to the floods.

The additional funding will be used to reinforce an integrated emergency response capacity, including food assistance interventions, water/sanitation/hygiene and health and nutrition, supported by camp coordination and camp management.

1.1.4. Democratic Republic of Congo (DRC) – EUR 35 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 69,7 million

In the DRC, the conflict's intensity in the east of the country has considerably increased since the beginning of the year. More than 700 000 people have been displaced between December 2023 and March 2024 alone, while the number of civilian casualties due to artillery strikes has significantly increased.

The additional funds will be used to improve vulnerable populations' immediate food, nutrition, health, shelter and protection needs, with a particular focus on supporting newly displaced populations fleeing the ongoing conflict(s) in the DRC.

Commissioner Lenarčič travelled to DRC in June 2024 and announced the reinforcement of EUR 35 million, subject to the current mobilisation request. Commissioner Hahn informed the budgetary authority about this announcement with a letter on 14 June.

1.1.5. Sahel – EUR 35 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 211,5 million

West Africa continues to be severely affected by high levels of food insecurity and displacement triggered by growing political instability, persistent and intensifying conflicts and wide-spread violence. Together with the increasingly tangible effects of climate change, this exacerbates the vulnerability of the population. Based on the most recent food security analysis (Cadre Harmonisé) released in March 2024, an unprecedented number of people - over 54 million - is expected to be affected by food crisis between June and August 2024 in West and Central Africa, of which 46.2 million in the Sahel and Lake Chad countries.

The additional funds will be used to enhance vulnerable populations' immediate food security and nutrition status through a multi-sectoral approach including food assistance to health, nutrition, water, sanitation, shelter and protection.

2. Palestine – EUR 68 million

Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 125 million

The Gaza strip is currently facing the largest and most severe humanitarian crisis ever, while conflict intensity is increasing in the West Bank due to escalated settlers' violence. The large-scale hostilities that broke out after the 7 October 2023 attacks in and around Gaza have led to more than 35 000 casualties among Palestinians, and over 1.7 million individuals displaced, as well as a disruption of basic services, making the population of Gaza totally dependent on humanitarian assistance. Urgent food assistance is required for over 1.1 million people in Gaza, with immediate action needed to prevent famine, and provide access to water, health and shelter.

To respond to the urgency, the Commission has frontloaded the use of EUR 68 million from the operational reserve for humanitarian aid. However, the remaining amount in the reserve (EUR 14 million) is largely insufficient to cover the emergencies and crises that might arise until the end of the year, for which around EUR 10 million per month need to be kept. The Commission therefore requests the replenishment of the operational reserve for this crisis.

Out of the EUR 68 million, EUR 6,5 million will support the vulnerable Palestinian refugee population in Syria, Lebanon and Jordan to address their most urgent humanitarian needs as their situation further deteriorates.

3. Ukraine / Moldova – EUR 40 million

Ukraine: Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 75 million

The humanitarian catastrophe in Ukraine is exacerbated by the recent upsurge of massive Russian attacks on civilian and energy infrastructure. The additional humanitarian funding of EUR 35 million will allow for emergency assistance ahead of the 2024/2025 winter season and the provision of basic goods and services to the most vulnerable population.

Moldova: Current allocated amounts as of 19 June 2024: EUR 8 million

In Moldova, there are concerns over the protection of Ukrainian refugees following reports on increased tensions with local communities and a growing sense of anxiety and insecurity considering the unstable political situation in Moldova. The additional funding of EUR 5 million will allow to strengthen preparedness activities, in view of potential increased displacement from Ukraine in the coming winter season, as well as the complex political situation as regards the Transnistrian region.

ANNEX 2

COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2024

The tables below show the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2024, which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount under the EAR reserve following the approval of these proposals.

Commitment and payment Appropriations 2024 Reserve (EUR)

Transfer Ref	Content	TOTAL Commitments	TOTAL Payments
	General Budget 2024 - Initial appropriations (as amended by AB 1/2024)	572 090 509	572 090 509
DEC 06	Mobilisation of the EAR for humanitarian aid in Ethiopia, South Sudan, Somalia, Democratic Republic of the Congo, Sahel, Palestine, Ukraine and Moldova (total value of DEC: EUR 300 million in CA and PA)	299 130 970	299 130 970
	Total DEC transfer proposals	299 130 970	299 130 970
	Remainder	272 959 539	272 959 539